

Synthèse des travaux de groupe

CITOYENNETÉ ET INNOVATION SOCIALE

2019 - 2020

Réalisé à l'occasion du Forum Urbain Mondial d'Abu Dhabi de février 2020 sur « Villes d'opportunités : relier culture et innovation » et du Sommet Afrique - France de juin 2020 sur la ville durable.

EDITORIAL

L'inclusion comme passeport pour une nouvelle gouvernance de nos villes

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale est urbanisée, phénomène qui ne cesse de croître à une allure exponentielle. Jusque dans les plus petites échelles des territoires, dynamisme et créativité économique sont en vis-à-vis avec l'explosion des inégalités sociales et autres facteurs d'exclusion. Les unes comme les autres semblent se développer à une vitesse surmultipliée par la puissance de l'économie, le retour des grandes migrations sur tous les continents, l'explosion des fractures périphériques, l'influence et la contestation politique grandissante des réseaux sociaux, les progrès considérables de l'intelligence artificielle. Partout, la représentation ordonnée à laquelle nous étions habitués, vacille ; partout aussi, les formes classiques de représentation tentent de maintenir une continuité d'exercice qui ne prend pas en compte ces nouvelles demandes, sociales mais surtout qui ne tirent pas les bénéfices à associer de nouveaux citoyens.

Mais, partout aussi se fait jour le sentiment diffus d'appartenir à une communauté, notamment dans la jeune

génération, désireuse de se construire un avenir commun, de réaliser des objectifs de développement durable, de la nécessité impérieuse que sauver la planète n'est plus une option, de réaliser des objectifs de développement durable ; c'est un impératif de survie de l'humanité tout entière.

Pour y parvenir, il lui faut désormais réinterroger les modèles de gouvernance de nos villes et s'appuyer sur la participation de tous. Tous, parmi lesquels toutes trop souvent écartées du pouvoir, des sphères de décision, minorées, contestées.

Redéfinir la participation, réinventer le social, faire face aux nouvelles problématiques de l'urgence climatique et perte de la biodiversité, ne peut être résolue que par l'efficacité des institutions ; elle-même conditionnée à l'émergence de nouvelles organisations sociales inclusives, démocratiques et féministes.

Maud Lelièvre,
Les Eco Maires,

Co- Pilotes



Avec la contribution de





TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 DÉFINITION ET APPROCHE DU SUJET

6

PARTIE 2 RECOMMANDATIONS ET EXEMPLES

Recommandation 1 8
Valoriser les citoyens, des acteurs clés dans la gouvernance et les initiatives de la société civile dans la planification urbaine

Recommandation 2 12
Favoriser les dispositifs participatifs pour garantir l'équilibre de la représentativité entre autorités locales et la société civile, en privilégiant les dispositifs participatifs

Recommandation 3 15
Redonner aux femmes une place dans la ville

Recommandation 4 18
Encourager la présence d'acteurs marginalisés dans les structures de décisions politiques

Recommandation 5 22
Personnes âgées : réinvestir le droit à la considération qui leur est due

Recommandation 6 23
Faire des réseaux, des dispositifs favorisant les échanges et l'insertion urbaine

Recommandation 7 24
Intégrer les jeunes dans la participation à la décision en entendant leurs nouvelles formes de revendication

CONCLUSION 27







PARTIE 1

DÉFINITION ET APPROCHE DU SUJET

Face à l'accroissement des inégalités et ségrégations socio-spatiales, à la montée des tensions et à l'amplification des revendications sociales, les villes sont aujourd'hui confrontées à des problèmes complexes, auxquelles elles doivent faire face. Une première réponse peut alors être apportée, par une gouvernance locale démocratique solide, renforçant les moyens d'actions de toutes les actrices et de tous les acteurs urbains.

Aussi, la participation de l'ensemble des acteurs et actrices dans l'élaboration de politiques publiques urbaines semble primordiale pour leur fonctionnement et leur développement, dans un contexte de croissance et de transformations accrues.

En outre, cela suppose de mettre l'accent sur la participation citoyenne et en particulier celle des femmes, dont la représentation est souvent moindre au

sein des instances de gouvernance et à qui la ville laisse moins d'espace. En cela, il est important de faire de l'égalité homme-femme et de la participation des femmes des priorités dans les prises de décisions concernant le développement urbain et territorial. Mais si la recherche d'un certain équilibre de la représentation concerne les femmes, elle s'applique également aux jeunes et aux seniors, dont la place doit être tout autant renforcée.

Cette vision de la ville dont l'inclusion et la mixité sociale sont des piliers, insistant sur la promotion de l'égalité pour tous dans la gouvernance et la pratique de l'espace urbain, repose sur le concept de droit à la ville. Chaque citoyen doit avoir accès équitablement aux équipements et infrastructures proposés par celle-ci, dans un contexte d'urbanisation inclusive et durable. Il s'agit d'un modèle où la lutte contre la ségrégation et les inégalités doit prévaloir et dans lequel





les démarches centrées sur l'usager et adaptées aux contextes locaux sont des éléments clés.

Or de nombreuses interrogations subsistent. Quels dispositifs mettre en œuvre pour faire participer les citoyens et citoyennes à la fabrique de leur ville ? Comment vivent-ils leur ville ? Comment peuvent-ils devenir actifs et s'approprier gouvernance et projets ?

Les villes de demain doivent encore relever de nombreux défis afin de privilégier dans leur gouvernance, les initiatives citoyennes y compris informelles, selon une approche bottom up, et faire de l'individu le moteur de leur innovation et de leur développement, qui se veut dorénavant durable.





PARTIE 2

RECOMMANDATIONS ET EXEMPLES

Recommandation 1

Valoriser les citoyens, des acteurs clés dans la gouvernance et les initiatives de la société civile dans la planification urbaine.

Gouvernance

Promouvoir la participation citoyenne selon une approche bottom up en sensibilisant les acteurs locaux (femmes et hommes élus, responsables politiques) à l'importance de faire participer les habitants et habitantes.

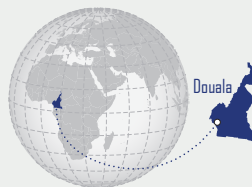
Valoriser et assurer une prise en compte par les autorités locales des initiatives des habitants et habitantes des quartiers informels, viviers d'innovations. Ils répondent aux besoins effectifs des habitants et habitantes, afin que les politiques publiques dessinées répondent aux besoins réels, et s'appuient sur les citoyens comme acteurs de la ville.



PROJET

Activités informelles et activités formelles au service d'un projet urbain inclusif et attractif

À la demande des autorités locales, les Ateliers de Cergy ont organisé un atelier international d'urbanisme à Douala en 2013, puis en 2016. Au cœur de la réflexion se posait la réponse à la crise économique et à l'afflux de population qui a engendré une croissance démographique forte, avec des conséquences économiques, environnementales, fonctionnelles et sociales. L'originalité de l'approche a été de s'appuyer sur les nombreuses réponses et initiatives informelles produites par les citoyens face à cette crise, et envisager comment la ville de Douala pouvait permettre aux activités informelles existantes de participer à l'économie urbaine et pérenniser le rôle de Douala comme capitale économique du Cameroun.



Un atelier complémentaire, suivant la même approche, a enrichi les travaux précédents, sur l'inclusion des populations déjà installées et celles qui continuent d'arriver par le développement de nouveaux services, de nouvelles offres sociales et d'un paysage autour de multiples centralités.
(Douala - CAMEROUN)

www.ateliers.org

Politiques publiques et planification

Articuler projet d'urbanisme participatif et projets urbains. Pour cela, concevoir un vocabulaire et un langage représentatifs du quotidien de la population locale, afin de renforcer l'appropriation du projet urbain par les autorités locales et les habitants. Préfigurer les usages futurs et éventuellement faire évoluer la programmation et conception du projet urbain.



PROJET

Réinventer Bangui

Les Ateliers de Cergy ont organisé un atelier international regroupant experts urbanistes centrafricains et internationaux, la municipalité, les ministères et acteurs locaux, afin de produire une vision collective des fonctions urbaines à redéployer après les destructions du tissu social et urbain intervenues pendant les conflits. Pour consolider la vision collective de l'organisation urbaine dans un contexte d'équilibre social à retrouver, une réflexion a été menée avec les



habitants regard de la société civile. Elle a permis l'expression collective et la production d'une cartographie des usages de la ville par les habitants eux-mêmes.

(Bangui - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE)

www.ateliers.org

Modèles économiques et financement

Dédier une part du budget de la collectivité territoriale aux projets concrets proposés par les usagers afin de réaliser des projets en accord avec les besoins effectifs des habitants.

Faire des habitants des co-financeurs en allouant une partie du budget aux micro-projets portés par ces derniers.

OUTIL

Budget participatif de la Ville de Paris (et de quelques autres villes)

Chaque année, 5% du budget de la Ville de Paris est attribué à des projets proposés par les habitants sur une plateforme dédiée.

Cette association des citoyens existe

aujourd'hui dans de nombreuses villes françaises, conquises par le modèle de Porto Alegre dans les années 2000.

www.paris.fr



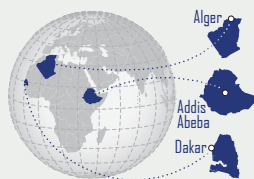
Formation et mise en capacité des acteurs

Faire de la formation une clé de réussite pour la mise en œuvre des projets. La formation des acteurs peut se faire via des éléments de benchmarks et des retours d'expérience d'autres projets urbains. Elle se fait surtout sur le terrain, lors de la mise en place de ces projets.

PROJET

Une Odyssée de l'Espace Domestique

À travers un cycle de recherche-action, l'association New South questionne la forme attendue du logement et la condition domestique qui lui est associée avec ce qu'elle implique dans la répartition genrée des usages et de l'espace. Pour cela, plusieurs actions ont été menées dont la réalisation d'un chantier pédagogique à Addis Abeba, un travail de recherche sur l'espace domestique algérois avec une analyse de la place de la femme, ou encore un programme de stage à Paris destiné aux étudiants ayant participé au projet.



Ces actions permettent l'implication des acteurs et relais locaux, et la valorisation du travail porté par des étudiant(e)s local(e)s.
(Addis Abeba - ÉTHIOPIE, Alger - ALGÉRIE, Dakar - SÉNÉGAL)

www.txkl.fr



Recommandation 2

Favoriser les dispositifs participatifs pour garantir l'équilibre de la représentativité entre autorités locales et la société civile, en privilégiant les dispositifs participatifs.

Gouvernance

Privilégier l'échelle locale et inclure la société civile dans les processus de décisions. Pour cela, construire des partenariats entre autorités locales, ONG et société civile.

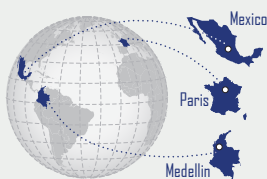
PROJET

Urbanisme tactique et échange de bonnes pratiques

Avec les villes de Medellin et de Mexico, la ville de Paris a organisé fin 2018 un échange de bonnes pratiques sur l'aménagement des espaces publics et la participation citoyenne,

la place du piéton étant au cœur du dialogue entre ces trois villes.

Les villes ont ainsi pu partager leurs expériences sur l'innovation civique dans le but de renforcer le dialogue avec les citoyens. (Mexico - MEXIQUE, Medellin - COLOMBIE, Paris -)



www.paris.fr





Gouvernance

Faire des collectivités des acteurs centraux en construisant des décisions reflétant la multi-culturalité des acteurs de la collectivité.

PROJET

Construire un dialogue entre collectivité et association

À l'initiative d'une élue régionale en charge de la démocratie participative, la Région Hauts-de-France a organisé une série de réunions sur le thème de comment passer à un territoire où les politiques publiques sont plus partagées entre les habitants et les associations. Trois types de demandes ont alors émergé :

- Un besoin d'ingénierie, de méthode, d'outillage pour participer ;
- Un besoin d'espace dans lesquels les associations puissent se rencontrer et échanger ;
- Un besoin de donner de la visibilité à ce qui se fait sur le territoire.



En réponse, la collectivité a mis à disposition plusieurs centaines de jours d'expertise. Des espaces d'échanges de pratiques ont été créés. Un animateur professionnel a été mis à disposition. Les associations assurent le contenu. Ces dispositifs n'imposent pas la forme d'interaction.

(Région Hauts-de-France - FRANCE)

www.hautsdefrance.fr

Planification

Encourager les projets urbains catalyseurs des innovations citoyennes, afin de propulser le citoyen comme acteur de la construction de sa ville.





PROJET

La Pépinière urbaine : laboratoire d'initiatives citoyennes

Mis en œuvre par le GRET et financé par l'AFD, ce dispositif participatif doit permettre aux résidents, usagers et à la société civile de proposer et de tester, en partenariat avec les autorités locales, des projets urbains temporaires et évolutifs, ayant un impact

social, culturel et environnemental positif, imaginés et parfois mis en place par les habitants eux-mêmes.

Ces ateliers visent à favoriser les dynamiques sociales collectives, la créativité des habitants et à encourager les interactions entre tous les acteurs des quartiers et les autorités locales. (Ouagadougou - BURKINA FASO)



www.gret.org

Modèles économiques et financement

Intégrer les outils participatifs de financement ou de microcrédit afin de mettre l'usager en position de décideur et d'acteur de son espace urbain. Cet outil peut permettre à des collectivités de financer certains projets pour lesquels elles ne disposent pas assez de fonds et qui serviraient à l'ensemble de la collectivité.

Les méthodologies de co-conception et de co-construction participatives permettent de mettre en œuvre dans des délais rapides et avec des moyens frugaux des aménagements transitoires dans l'espace public qui répondent aux besoins d'amélioration de la qualité des espaces publics.

OUTIL

Les Co-citoyens, site de civi-crowdfunding

Une association de financement participatif soutenant les initiatives citoyennes locales et axée sur la construction de villes durables et inclusives. Il s'agit d'un outil permettant

de faciliter le pouvoir d'agir des habitants, en amplifiant les dynamiques locales grâce au numérique.

www.co-citoyens.fr



Recommandation 3

Redonner aux femmes une place dans la ville.

La ville, reflet des normes sociales dominantes dont elle hérite

Dans l'espace public, les espaces masculins se multiplient et se renouvellent. Ce qu'on salue souvent comme une innovation n'est en fait qu'une nouvelle culture masculine.

Les pratiques sportives urbaines (skate, roller, BMX...) se sont d'abord développées avant d'avoir leurs lieux dédiés dans la ville. Désormais, d'autres cultures émergent comme le parkour (escalade urbaine) ou le street workout, autrement dit la musculation dans des aires de fitness. En l'absence de conscience de cette homogénéité de sexe, on continue de créer des espaces qui forment un continuum d'espaces masculins, constamment reliés aux standards des cultures masculines hégémoniques, viriles et hétérosexuelles.

PROJET

Une journée réservée aux filles dans les skate et les park city

Au regard de l'égalité face à l'impôt, les Suédois ont considéré qu'on ne pouvait pas créer des équipements qui ne soient pas également fréquentés par les femmes et les hommes. On en est loin en France, même si des villes comme Lyon, Paris, Rennes ou Bordeaux ont mis en place progressivement les dispositifs et bonnes pratiques pour aller vers des villes égalitaires, condition essentielle pour améliorer les ambiances urbaines. (Malmö - SUEDE)



Plus de femmes dans les exécutifs des villes et collectivités territoriales

Mobilisation de la maire de la Ville de Paris, présidente de la commission permanente de l'égalité de genre de CGLU, pour l'amélioration de la représentativité des femmes au sein des conseils élus des villes et collectivités territoriales et pour leur accès à la prise de décision, y compris en Afrique, à travers l'intérêt accordé au REFELA-CGLU Afrique, un cadre rassembleur des femmes maires et élues locales d'Afrique.

www.uclg.org





La composition de la ville, alliée à la dévolution classique des tâches féminines

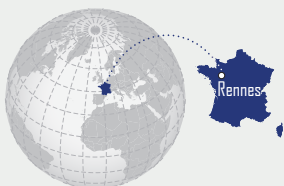
Ce sont les femmes qui continuent aujourd'hui encore à faire 75% des accompagnements d'enfants et 60 % des tâches ménagères, qui ont moins de loisirs. Ces pratiques, contribuent au harcèlement de rue et à la division spatiale que cela crée. Du terrain de foot au milieu de la cour de récréation, à la domination masculine de la rue, c'est une répartition qui institue la centralité masculine et la périphérie féminine.

PROJET

Des parcours de récré non genrés pour lutter contre les stéréotypes

Pour lutter contre le phénomène d'occupation inégalitaire de l'espace, la ville de Rennes a doté ses nouvelles écoles de cours de récréation non genrés. Fini donc le terrain de

foot matérialisé par des bandes blanches au sol, place aux activités réparties sur l'espace de la cour et moins marquées. Les enfants peuvent jouer au basket mais aussi au loup, lire, faire du vélo ou observer des insectes dans l'herbe. (Rennes - FRANCE)



www.metropole.rennes.fr

Planification de l'espace public pour les femmes

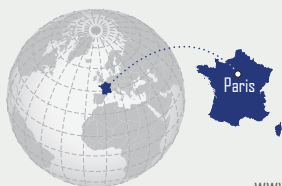
Construire un environnement urbain égalitaire à l'aide d'aménagements urbains pour une approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans l'espace public.



PROJET

Réaménagement et éclairage dans l'espace public pour les femmes

La Ville de Paris a publié en 2016 son Guide référentiel genre et espace public où s'inscrit la question de l'égalité hommes-femmes dans le programme de réaménagement de sept grandes places parisiennes. (Paris - FRANCE)



www.paris.fr

Campagne pour lutter contre les violences faites aux femmes

Cette campagne pour une tolérance zéro face aux violences faites aux femmes et aux filles concerne 22 villes africaines. Parmi ces villes, Banjul, capitale de la Gambie, a adhéré à la campagne pour bénéficier de l'accompagnement conseil du REFELA-CGLU Afrique et améliorer leur ville, afin d'évoluer vers une tolérance zéro face aux violences faites aux femmes et aux filles.

www.uclg.org





Recommandation 4

Encourager la présence d'acteurs marginalisés dans les structures de décisions politiques

Gouvernance

Repenser les services de la ville et ses fonctions publiques afin de les rendre accessibles aux acteurs marginalisés, plus fragiles, en situation précaire ou de handicap.



OUTIL

Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale

Un partenariat tripartite pour promouvoir ensemble, l'égalité de genre au niveau des villes et collectivités territoriales.

L'organisation mondiale CGLU, la section Europe, le CCRE-Platforma, et le REFELA-CGLU Afrique, œuvrent d'une part, pour renforcer l'engagement des gouvernements locaux à promouvoir l'égalité de genre,

conformément aux agendas africains (dont la vision 2063...) et internationaux (dont celui des 17 ODD, particulièrement l'ODD5 parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles d'ici 2030) et d'autre part, pour capitaliser sur l'expérience du CCRE et aboutir à l'élaboration de la Charte des collectivités locales pour l'égalité de genre en Afrique.

www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr





Inclure et consulter pour décider

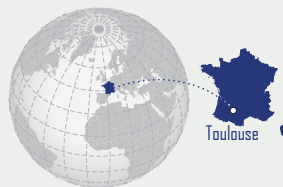
L'offre classique de participation produit une sélection sociale entre les couches moyennes ascendantes culturellement et économiquement favorisées, qui investissent le mouvement associatif et se saisissent des propositions participatives, au point de les monopoliser à leur profit, et les couches populaires, socialement, culturellement et économiquement les plus démunies, les populations issues de l'immigration, ou encore les jeunes, qui ne répondent que marginalement aux propositions participatives. Ils se retrouvent alors moins aptes à prendre des initiatives citoyennes face aux pouvoirs publics.

PROJET

Toulouse : rénovation exemplaire de la cité Madrid

Dans le cadre de la rénovation énergétique de la cité Madrid, une ancienne cité ouvrière située dans le quartier des Sept Deniers à Toulouse, l'opération à destination de l'habitat social (174 logements au total) est exemplaire dans son approche technique avec la mise en place d'une étude sur la consommation réelle des locataires durant 3 ans auprès d'un panel représentatif de 25 logements.

Cette approche de concertation a facilité la prise de décision et s'est appuyée sur les besoins des habitants avant ceux du bailleur.
(Toulouse - FRANCE)



www.toulouse-metropole.fr

Inclusion et lien social

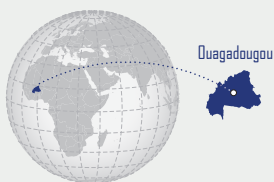
Intégrer le regard de la société civile, des usagers, et plus particulièrement des populations vulnérables, aux projets de planification urbaine. S'appuyer sur les outils de diagnostics (marche explorative, diagnostic sensible), afin d'intégrer habitants et populations marginalisées. Promouvoir les échanges culturels et les activités facilitant cette démarche.



PROJET

La création artistique, créatrice de lien social

À travers la création du spectacle New Paradise, le collectif ACMUR et la compagnie lyonnaise Là Hors De, donnent la parole aux femmes et aux jeunes filles sur les questions de pluralisme religieux, de radicalisation et du contexte tendu lié à la peur des attentats. Pour faire entendre ces voix, le spectacle a été



créé, mettant en regard ces problématiques vues d'Afrique et de France.

Plusieurs actions ont été réalisées telles que des interviews d'associations de femmes à Ouagadougou, des résidences de recherche-action en Afrique et en France, la formation de jeunes danseuses et comédiennes du Mali et du Burkina Faso, et la participation à des colloques et rencontres avec l'IRD de Ouagadougou.

(Ouagadougou - BURKINA FASO)

www.lahorsde.com

www.acmur-rdvcheznous.org

Modèles économiques et financement

Améliorer les possibilités d'investissement des personnes vulnérables en favorisant la mise en place de systèmes de microcrédit afin d'accroître les possibilités d'investissement des personnes les plus précaires.

OUTIL

La microfinance : quelles solutions possibles ?

Le GRET anime depuis sa création, le portail FinDev, la finance inclusive pour le développement. Il s'agit d'un portail interactif de partage des savoirs qui aborde des sujets dépassant la microfinance traditionnelle. Le GRET est également administrateur de CERISE, travaillant sur la recherche et la

diffusion des performances sociales en microfinance.

Afin d'assurer un retour sur investissement, le GRET accompagne la formation professionnelle pour les micro-entrepreneurs, notamment auprès des jeunes.

www.findevgateway.org



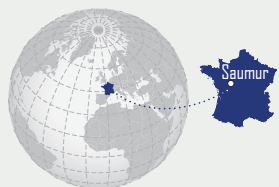
Anticiper pour mieux agir

S'appuyer sur l'anticipation des dépenses pour mieux intégrer les populations les plus déshéritées.



Proposer des modèles de planification des bénéfices

Une première étude – réalisée en amont – a permis d'identifier, dans la ville, les foyers les plus fragiles, en croisant leurs revenus, leurs consommations et leurs impayés. L'observation, complétée par l'identification sur le terrain des situations sociales par les organismes et les associations locales, puis par le diagnostic territorial de la précarité énergétique sur la ville a permis d'identifier les familles et leur proposer des décisions proactives et anticipatrices pour rompre avec la logique d'accompagnement classique



du CCAS contraint d'intervenir pour des moratoires. Elle a voulu changer ainsi la donne du social et redonner du pouvoir au citoyen. (Saumur - FRANCE)

www.ville-saumur.fr



Recommandation 5

Personnes âgées : réinvestir le droit à la considération qui leur est due.

Inclusion et lien social

Créer des tiers lieux à vocation d'autonomie dans les quartiers permettant de rapprocher les services des habitants, en particulier les personnes âgées.

PROJET

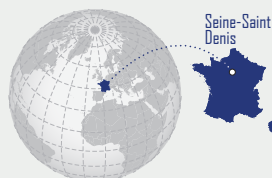
Nouvelle stratégie pour l'autonomie

Le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis s'est engagé à mettre en œuvre le nouveau schéma pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Parmi les mesures évoquées, le conseil prévoit de créer 25 *tiers-lieux – autonomie dans mon quartier*.

Au-delà de l'habitat, il s'agit de développer une offre de services de proximité, au niveau du quartier et plus spécifiquement des quartiers prioritaires de la politique de la ville, en créant avec les bailleurs, ces tiers-lieux.

Ces locaux dédiés disposeront d'un panel de services consacrés à l'autonomie :

activités sociales, permanence de services spécialisés, service d'aide à domicile, soins infirmiers et paramédicaux, dépôt de course ou de courrier. (Seine-Saint-Denis - FRANCE)



www.seinesaintdenis.fr





Recommandation 6

Faire des réseaux, des dispositifs favorisant les échanges et l'insertion urbaine.

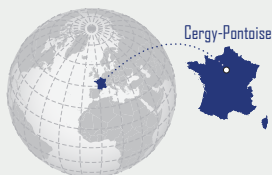
Réseaux de coopération d'acteurs

Favoriser les échanges internationaux et régionaux entre jeunes afin de créer des échanges culturels, de former les jeunes à des actions de solidarité et de citoyenneté. Ces pratiques d'échanges favorisent l'insertion urbaine et place le jeune citoyen comme acteur de son territoire. Elles participent enfin à une connaissance de l'autre et renforce ainsi les liens sociaux.

PROJET

Atelier international de maîtrise d'œuvre urbaine

Cet atelier, dont le terrain d'étude est la région parisienne, a lieu chaque année et réunit une vingtaine de jeunes étudiants en fin d'étude et des jeunes professionnels de moins de 30 ans. Durant 3 à 4 semaines, ils vont travailler ensemble sur un sujet et un territoire, choisi avec nos partenaires et des élus, et encadré par nos partenaires, membres experts, et l'équipe des Ateliers. À l'issue de cette période, ils présentent par équipe les résultats de leurs travaux à un jury local et international.



Ces jeunes (urbanistes, paysagistes, architectes, écologues, économistes, sociologues, géographes, etc.) viennent du monde entier et dépassent leurs différences culturelles pour fournir des réponses sur un territoire nouveau pour eux.

Cette expérience formatrice leur permet de partager avec d'autres jeunes une nouvelle vision de la ville plus inclusive, tournée vers ses habitants et plus écologique. Grâce à cette expérience internationale, ces jeunes s'intègrent dans un réseau mondial qui leur offre de nombreuses opportunités à l'issue de l'atelier mais aussi tout au long de leur vie professionnelle, pour de nombreux échanges et partages d'expériences.
(Cergy-Pontoise - FRANCE)

www.ateliers.org/fr





Inclusion et lien social

S'appuyer sur les réseaux de villes afin de mobiliser et de regrouper un grand nombre d'acteurs responsables de la gouvernance dans le but de construire des territoires plus justes et inclusifs.



OUTIL

Le réseau France Volontaires

France Volontaires est une plateforme française dont l'objectif est le développement et la promotion des engagements volontaires à l'international. Il s'agit de constituer des

relations partenariales avec d'autres pays afin de développer les échanges entre les jeunes, dans un objectif de réciprocité avec les pays partenaires.

www.france-volontaires.org

Recommandation 7

Intégrer les jeunes dans la participation à la décision en entendant leurs nouvelles formes de revendication.

Gouvernance

Mettre en place des instances de décisions à l'échelle locale et supra-locale permettant aux jeunes de prendre position et d'être force de décision dans l'élaboration de politiques publiques.

Garantir la portée institutionnelle et contraignante des décisions prises dans ces instances portées par les jeunes afin que leurs décisions soient rendues effectives.





PROJET

Le conseil parisien de la jeunesse

Depuis 2003, 100 jeunes parisiens et parisiennes (50 jeunes femmes et 50 jeunes hommes) se réunissent tout au long de l'année pour formuler des propositions sur des sujets liés aux programmes politiques de l'année en cours. Il permet de recueillir les avis des membres sur divers sujets ; avis qui sont ensuite présentés aux élus

lors des commissions préparatoires aux séances du Conseil de la Mairie de Paris. L'objectif de cette instance miroir est avant tout d'associer les jeunes à l'élaboration des politiques publiques et de prendre en compte les attentes et les revendications des jeunes.

www.paris.fr

Inclusion et lien social

Mettre en place des dispositifs d'accompagnement sociaux, scolaires et financiers pour assurer l'intégration sociale et urbaine pérenne des jeunes en situation de forte précarité.

OUTIL

Campagne Villes africaines sans enfant dans la rue

Lancée par le REFELA-CGLU Afrique en partenariat avec l'observatoire national des droits des enfants marocains (ONDE), en novembre 2018, cette campagne est menée afin que la prise en charge des enfants de la rue soit une priorité dans les politiques stratégiques de développement des villes et

collectivités territoriales en Afrique. Elle doit permettre à terme de sensibiliser et de mobiliser les leaders des villes et collectivités territoriales en Afrique afin de prendre en compte ce fléau à caractère urbain, voire d'apporter une contribution significative pour l'éradiquer d'ici 2030.

www.uclga.org





Inclusion et lien social

Inclure les jeunes dans les aménagements urbains et dans l'organisation du périscolaire par des concertations dédiées aux jeunes afin de prendre en compte leurs attentes.

PROJET

La ville de Nancy, membre du réseau des villes inclusives de l'UNESCO

La Ville de Nancy fait partie du réseau des villes inclusives de l'UNESCO en France. Dans cette lignée et dans une volonté d'améliorer l'inclusion des jeunes dans la création urbaine, la Ville de Nancy a créé le prix Nancy Jeunes. Ce prix vise à accompagner les initiatives innovantes portées par des jeunes collégiens, lycéens, étudiants ou adhérents à une association nancéenne en participant au financement du projet. Ce prix permet



d'une part de valoriser les jeunes comme des acteurs de la ville et d'autre part aux autorités locales de s'appuyer sur des innovations citoyennes afin d'apporter des réponses au plus proche de leurs besoins.
(Nancy - FRANCE)

www.nancy.fr





CONCLUSION

Mots-clés

Participation citoyenne

○.....Gouvernance démocratique

Approche bottom-up

Inclusion sociale

Femmes.....○

À retenir

Face à la croissance et la complexification des problématiques urbaines, les réponses des pouvoirs publics se révèlent insuffisantes. Ce déficit pousse les habitants à apporter des solutions innovantes. Ce mouvement d'innovations sociales fait peu à peu écho aux enjeux de prise en compte des populations marginalisées, en particulier les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les personnes en situation de précarité. La question de l'intégration tire le fil d'une réflexion pour repenser les systèmes de gouvernance dans les politiques publiques et dans l'espace urbain. En effet, par définition le citoyen est et doit être placé comme un acteur de la société. L'objectif des réflexions menées par ce groupe de travail est de remettre

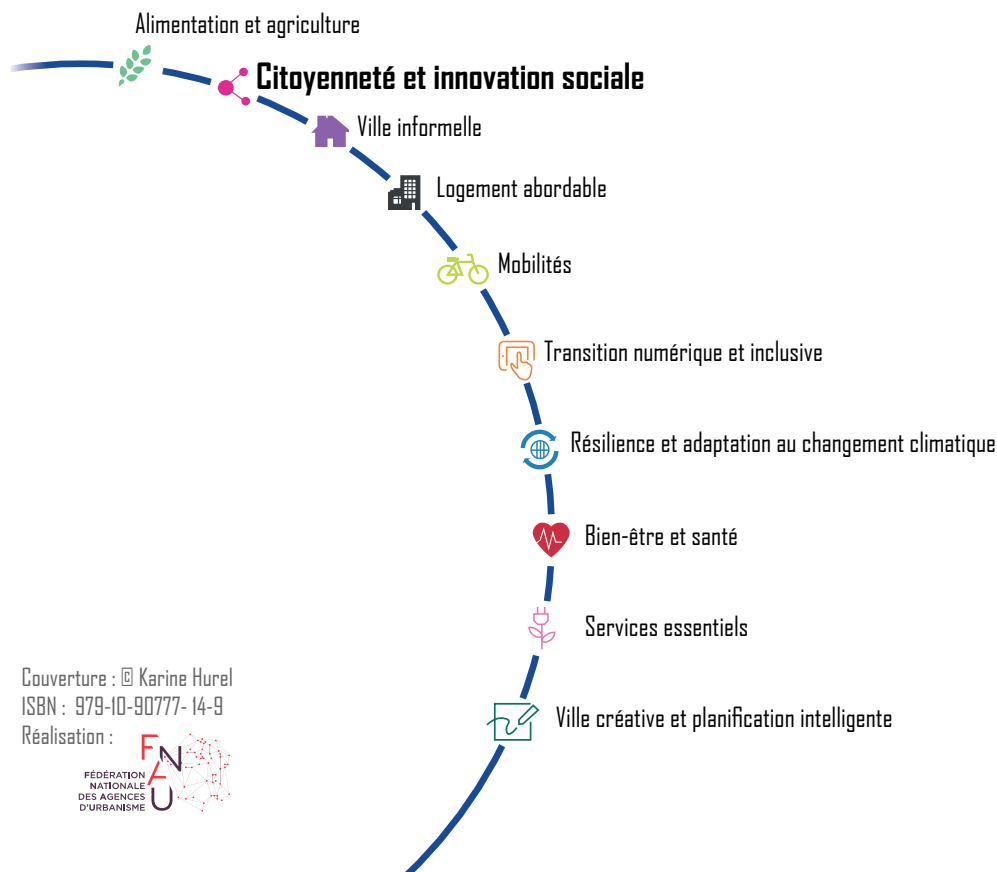
le citoyen au cœur du débat et des actions publiques qui construisent la ville et influencent la société. La multiplication des programmes tournés vers l'intégration citoyenne doit aussi être abordée de manière critique afin de s'assurer de réelles retombées positives et une vraie intention politique. Il ne faut pas que ces dispositifs ne relèvent uniquement d'un marketing politique et territoriale. Cela nécessite donc que les décideurs délèguent du pouvoir ; ce qui mènerait à une réelle révolution de la construction des politiques et de la ville.

Ce travail souhaite ainsi faire prendre conscience de la nécessité absolue de l'intégration de tous les citoyens dans leur diversité pour la construction de sociétés et de villes durables.





Lancé en juin 2011, le **Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT)** est une plateforme d'échanges et de valorisation de l'expertise des acteurs français de l'urbain à l'international. Il s'agit d'un partenariat multi-acteurs présidé par Hubert Julien-Laferrière, député de la deuxième circonscription du Rhône, soutenu par les Ministères de l'Europe et des Affaires Étrangères, de la Cohésion des Territoires, de la Transition Écologique et Solidaire, et de la Culture. Il fédère près de deux cents organismes représentant la diversité de l'expertise urbaine française, contribuant à la construction d'une vision française partagée, fondée sur la capitalisation d'échanges et d'expériences innovantes et durables.



Couverture : © Karine Hurel
ISBN : 979-10-90777-14-9
Réalisation :

